

Membres Présents : 22

M. Georges CLÉON Président de séance
M. Elodie LUTHBERT Secrétaire de séance
M. Jimmy FARREAU, Mme Tuile TONNET, M. François BABO, Mme Odile RÉSIDENT, M. Tony DAVIDAS, Mme Nathalie CANCORIET, Mme RÉSIDENT Fiona, Mme Marlène MAINGÉ, M. Ludovic OCCOLIER, Mme Moïse PIERRE-LOUIS, M. Lyail ZACHARIE, M. Jekiel MELCHIOR, M. Ernest JEAN-LAMBERT, Mme Elodie BAPTE, Mme Samantha ZAMOR, M. Fernand ODONNAT, Mme Mireille VOLTINE, M. Alex AUGUSTE-CHARLERY, Mme Lucie LEBRAVE, Mme JEAN-MARIE Jeannie.

Membres absents ayant donné procuration : 3

M. Chantal MINOT donne pouvoir à Mme Elodie LUTHBERT
M. Teddy POPULO donne pouvoir à M. Jimmy FARREAU
Mme Christiane MORAND donne pouvoir à Moïse PIERRE-LOUIS

Membres absents : 4

Mme Odile RÉSIDENT
Mme Sandra BRUNO
M. Albany JEAN-GILLES
Mme Ghislaine SÉNELY

Il est procédé à l'appel nominal par Mme Mélissa ABOUÉ-ZAMBO, Directrice Générale des Services.
Le Quorum étant atteint la séance commence. Le Président déclare la séance ouverte.

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil. Mme Elodie LUTHBERT a été désignée à l'unanimité des suffrages moins trois abstentions, pour remplir ces fonctions, qu'elle a acceptées.

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont ensuite examinées.
M. ODONNAT a demandé à rajouter deux points en questions diverses à savoir :

13 - Eclairage public des quartiers

14 - Engagement de la procédure de modification PLU concernant l'ancienne décharge de Château-Paille pour y aménager une aire de stockage des déchets.

I- Administration

I-Procès-verbal du 12 décembre 2022.

II-Finances

- 2 - Tarification des cours proposés par le service sport aquatique.
- 3 - VOKLEN BEL PLEZI-Plan de financement.
- 4 - Acquisition d'un camion polybenne-Plan de financement.
- 5 - Etude de faisabilité pour l'aménagement d'une plateforme de collecte de Sargasses à la Pointe Faula-Plan de financement.
- 6 - ACTC 2021-2023-Travaux de réfection du marché.
- 7 - ACTC 2021-2023-Travaux de stabilisation des accotements contre les intempéries.
- 8 - ACTC2021-2023-Travaux de réfection de la Maison de la Jeunesse, de la Culture et des Associations.
- 9 - Débat d'Orientations budgétaires 2023

III-Urbanisme

- 10 - Modification de tarification applicable à la reprographie des documents administratifs communicables.
- 11 - Rétrocession à l'Etat de la parcelle B 1042.
- 12 - EAT Pointe Faula et Macabou : validation des projets.

II/ADMINISTRATION

01-Examen et adoption du procès-verbal du 12 décembre 2022

Mme LEBRAVE s'abstient en raison de son absence le jour de ce Conseil Municipal

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal adoptent le procès-verbal du 12 décembre 2022 à l'unanimité des membres présents et représentés moins quatre abstentions.

2 -Tarification des activités proposées par le service sports aquatiques

Mme MAINGÉ expose.

M. Le Président ouvre le débat :

IL n'y a pas de demande d'intervention. Le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

3 - VOKLEN BEL PLEZI - Plan de financement

Mme LUTHBERT expose.

M. Le Président ouvre le débat :

Mme LEBRAVE demande s'il est bien prudent pour la ville de demander les financements après l'évènement ?

M. LE MAIRE explique que la demande a été faite à l'avance et que dans le cas où la réponse serait négative, la ville va compenser sur ses fonds propres

Mme VOLTINE voudrait savoir qui a encaissé les quinze euros, car elle ne les voit pas dans le plan présenté.

Mme LUTHBERT répond en disant que la prestation n'a pas eu lieu à cause de la houle, donc le prestataire n'a pas encaissé cette somme.

M. FARREAUX complète la réponse de Mme LUTHBERT en disant que cette somme ne va pas à la régie Mairie, mais directement au prestataire.

Mme LEBRAVE a fait une remarque sur la communication. Elle précise qu'il est bon d'être à l'ère des nouvelles technologies mais que tout le monde n'y a pas accès et qu'il y a un système de panneau d'affichage sur lequel elle pense qu'il serait bon de communiquer. Pour elle il faut améliorer la communication de la ville.

M FARREAUX répond que cette manifestation avait été communiquée sur les stations de radios locales, les réseaux sociaux et via des flyers dans les magasins de la ville. En revanche, en terme de communication, les réseaux sociaux sont très utilisés par les jeunes de 16 ans et ils sont gratuits. Selon le type de manifestation il peut avoir le passage de la voiture sono, mais ce n'est pas systématique, car il ne faut pas déranger la population. Il rajoute qu'il y a moins d'affiches à cause du coût et du souci de la ville de protéger l'environnement. La ville a également d'autres objectifs en termes de communication.

M. LE MAIRE dit que le panneau lumineux appartient à la CAESM, et ne fonctionne pas.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

4 - Acquisition d'un camion polybenne - Plan de financement

M. JEAN-LAMBERT expose.

M. Le Président ouvre le débat :

Mme VOLTINE demande des précisions sur deux points réglementaires :

La réglementation régie indique que le montant des subventions ne peut pas excéder 80 %, sauf que celui-ci dépasse les 87%. De plus la date limite pour le dépôt de la demande en 2022 était le 6 janvier et en en 2023 elle est fixée au 16 janvier 2023. Elle aimerait qu'on lui explique ce délai.

Mme MAGDELONNETTE dit que c'est une recette de financement et que l'Etat s'est positionné en notifiant à la ville la somme de 230 000 €, cette somme a été reprise dans le plan de financement.

Mme LA DGS ajoute que ce ne sont pas les modalités classiques du FEI, mais qu'il s'agit de fonds fléchés pour la lutte contre les sargasses avec des enveloppes exceptionnelles qui sont attribuées aux collectivités chaque année. C'est pour cela que les conditions de financement sont plus avantageuses que celles du FEI classique. Elle ajoute que c'est une enveloppe qui a

déjà été attribuée par les services de l'Etat, le dossier est déposé et la délibération vient compléter et régulariser le dossier afin de permettre de finaliser l'instruction. Mme VOLTINE dit que selon la réglementation, le délai était le 31 janvier 2023 sur ce dispositif et qu'à aucun moment, les explications n'ont été données. Elle dit que la ville, à un moment donné, va faire face à un problème sur la réglementation parce qu'il y a des points du dispositif qui ne sont pas respectés.

M. FARREAUX dit que l'Etat autorise cette procédure, donc la ville applique les règles.

M. JEAN-LAMBERT dit avoir participé à une réunion en Préfecture, que ce montant a été annoncé par M. Le Sous-Préfet du Marin. Il s'agissait du plan Sargasses et de la dotation qui est allouée à la ville du Vauclin.

Mme LEBRAVE dit qu'il s'agissait de dotations exceptionnelles pour les sargasses et qu'il faut s'adapter à la situation actuelle. Par conséquent il y a des délibérations, des dispositifs classiques qui sont exceptionnellement ouverts. Le phénomène Sargasses n'est pas maîtrisé pour le moment, donc tant que la commune aura des arrivages massifs, elle bénéficiera d'exceptions car l'Etat est conscient de la difficulté. Elle pense que si c'était facile, toutes les communes auraient déjà réglé ce problème qui a affecté beaucoup de communes de la Martinique.

M. LE MAIRE termine en disant qu'il s'agit de recevoir des fonds de l'Etat pour régler un problème. Il faut tirer profit de cela. En ce qui concerne les règlements, si la ville ne s'y conforme pas, elle échouera et Mme VOLTINE aura raison.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité moins une abstention.

5 - Etude de faisabilité pour l'aménagement d'une plateforme de collecte de Sargasses à la Pointe Faula - Plan de financement

Mme OCCOLIER expose.

M. Le Président ouvre le débat :

Mme LEBRAVE demande où se trouvera la plateforme de collecte de sargasses, et ce qu'en fera la ville.

Mme BORNE répond qu'il s'agit du terrain appartenant à la ville sur la parcelle T155 située à la Pointe Faula. La plateforme se situe sur la gauche de l'UCPA au-dessous de la route. La ville fera un retour aux élus afin de fournir des renseignements sur le projet.

Mme LEBRAVE dit qu'elle n'a pas reçu de réponse à la question posée, et demande quel itinéraire les sargasses prendraient une fois qu'elles auraient été récupérées.

Mme BORNE réitère que c'est la zone de stockage actuelle qui sera maintenue.

M. ODONNAT demande s'il est prévu de communiquer les résultats de cette étude aux élus, et quelles sont les risques pour la mangrove.

M. FARREAUX répond que le résultat de l'étude sera remis aux élus, et qu'il n'y a pas de risque pour la mangrove, car quand les algues sont stockées il n'y a pas d'émanation de gaz, et que les sargasses n'ont aucun impact sur la mangrove lorsqu'elles sont hors de l'eau. Il spécifie que le sol est imperméabilisé afin d'éviter les impacts sur l'environnement.

M. ODONNAT demande le contenu du cahier des charges de l'étude et si elle précisera les impacts sur l'environnement.

M. LE MAIRE a précisé que ce soir, il s'agit d'autoriser la ville à entamer l'étude de faisabilité pour l'aménagement d'une plateforme de collecte de sargasse et son plan de financement.

Lorsque la ville aura l'autorisation du conseil municipal, le cabinet sera saisi des demandes et des normes que la ville fixe, et ensuite l'étude sera communiquée aux élus.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

6 - ACTC 2021-2023 - Travaux de réfection de la toiture du marché

Mme BABO expose.

M. Le Président ouvre le débat :

Mme LEBRAVE demande si la ville a tenu compte du taux de salinité lors de l'achat des feuilles de tôles.
M. EBROIN dit que dans le cahier des charges, il a été demandé de feuille tôles plus résistantes.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

7 - ACTC 2021-2023 - Travaux de stabilisation des accotements contre les

intempéries.

M. DAVIDAS expose.

M. Le Président ouvre le débat :

Il n'y a pas de demande d'intervention. Le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

8 - ACTC 2021-2023 - Travaux de réfection de la Maison de la Jeunesse de la culture et des associations (MJCA).

Mme RÉSIDANT expose.

M. Le Président ouvre le débat :

Mme LEBRAVE dit qu'elle connaît l'endroit car elle le fréquente régulièrement et que les travaux sont en effet nécessaires.. Elle demande s'il est possible de peindre le bâtiment.

M. FARREAUX dit que tous les fonds de l'ACTC ont été épuisés, qu'il est impossible de l'inclure, mais que cela sera prévu ultérieurement.
M. LE MAIRE dit qu'il y aura un réaménagement des pièces de cet édifice, mais pas avec les fonds de l'ACTC.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

Mme LEBRAVE demande si les activités se poursuivront durant les travaux.
M. EBROIN répond qu'au cours des travaux, l'intérieur de la MJCA ne sera pas touché et que les activités pourront donc se poursuivre.

9 - RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023

Mme MAGDELONNETTE expose.

M. Le Président ouvre le débat :

Mme JEAN-MARIE demande si l'archiviste partagé avec la ville de Sainte-Anne fait 19h00 par collectivité.

M. LE MAIRE répond 19 heures à la ville du Vauclin.

Mme JEAN-MARIE demande si elle fait 19 heures à la ville Sainte-Anne et 19 heures à la ville Vauclin

M. LE MAIRE répond 19h par collectivité.

M. ODONNAT dit que malgré le fait qu'il s'agisse du débat d'orientation budgétaire, qu'il va attendre le vote du budget pour poser des questions, mais fait tout de même un commentaire concernant la titularisation des agents et demande pourquoi ne pas titulariser vingt ou vingt-cinq agents. En tant qu'élus, il a demandé l'organigramme et ne l'a toujours pas reçu, tout comme le rapport de l'audit. Il veut cet organigramme avec le nom des différents directeurs de la ville. Puis concernant le plan d'investissement de la ville, ici encore, il voit ce que la ville dit qu'elle va faire ou essayer de faire : continuer d'améliorer les conditions de travail, renforcer les projets d'action sociale, moderniser la structure du stade municipal etc... Il s'agit là de choix politiques et son parti n'aurait pas fait un tel choix. Toutefois, des projets sont annoncés depuis des années, comme la tribune du stade municipal, dont il entend parler depuis un certain temps déjà. Pour M. ODONNAT, c'est toujours la même liste qui revient tous les ans.

M. FARREAUX répond s'agissant du débat d'orientations budgétaires, que ce sont les choix de la majorité, et lorsqu'il entend dire que la tribune municipale est un projet de longue date, c'est faux. Il était question de refaire l'éclairage du stade et la ville ne fera pas ces travaux sur un bâtiment hors norme, pour ensuite démonter l'éclairage. Il estime qu'il est important d'avoir une cohérence entre les travaux. Le bâtiment est trop vieux et présente des manquements, donc la ville fait le choix de partir sur une construction nouvelle et le projet de rénovation de l'éclairage suivra. S'agissant du « copier/coller », il y a des gens dans l'assemblée qui le font très bien également sur les gros projets. Quant à l'organigramme et l'audit, ils ont été présentés au conseil municipal au restaurant scolaire et il est également disponible sur le site web de la ville ; ils peuvent le consulter. M FARREAUX précise qu'il faut suivre les différents points et il espère que les collègues de la majorité suivent et qu'ils sont conscients du travail qui leur a été confié et des efforts faits avec les salariés pour

pouvoir trouver des solutions pour améliorer les conditions de travail, car même quand il y a crise sociale, guerre, inflation, le but est de tenir les objectifs qui ont été pris avec les salariés et les représentants du personnel. Il ne voit donc pas ce qui peut leur être reproché, il dit qu'il espère qu'un jour d'autres personnes auront la chance de prendre ses décisions mais c'est eux que la population a choisis en 2020.

Mme LEBRAVE dit qu'il faut avoir les finances pour la réalisation de projets. Concernant les recrutements, elle demande s'il s'agit de candidatures internes ou externes, et dit être favorable et sensible au fait que les élus prennent en compte le personnel, car sans eux la ville ne peut pas fonctionner, même si elle voit que la charge du personnel est importante. Elle veut savoir quel est le type de recrutement pour le poste de directeur des relations proximité et si l'absence du directeur est pour une raison de santé ou abandon de poste. Pour finir, concernant les départs à la retraite qui sont programmés en 2023, elle souhaiterait savoir si les agents étaient à temps plein ou à temps partiel.

Mr FARREAUX répond que la ville publie les offres auprès du centre de gestion et reçoit des candidatures en interne ou en externe. Concernant le directeur de proximité, il est absent pour raisons médicales.

La DGS ajoute qu'il n'y a pas que des créations de poste mais aussi des remplacements. Pour l'archiviste, cela permet à la ville de faire des économies car le poste est mutualisé avec la commune de Sainte-Anne et pour le policier et le gestionnaire de commande publique ce sont des créations de poste.

Mme LEBRAVE dit qu'il faudra mettre à jour l'organigramme.

M. FARREAUX dit qu'elle recevra le nouvel organigramme.

M. LE MAIRE dit qu'un organigramme est amené à évoluer.

M. JEAN-LAMBERT dit que ce n'est pas que la ville du Vauclin qui fait des projets, qui ne les réalisent pas dans les temps, mais que ça arrive dans toutes les collectivités de la Martinique. Les élus de la majorité, ils se sont interrogés sur les projets qui n'arrivent pas à être réalisés et l'une des raisons est le manque de personnel. Il manque de techniciens, de maçons etc... En plus, les entreprises ont des difficultés à répondre aux marchés et les villes se retrouvent dans une conjoncture assez difficile. M. JEAN-LAMBERT espère que cette année ils pourront voir réaliser les projets votés, mais la ville du Vauclin n'est pas la seule à connaître cette triste réalité.

Mme LEBRAVE demande pourquoi ne pas faire un seul projet autour du stade de football, ainsi la ville pourra rentrer dans le financement, et tout le monde y trouve son compte pour mettre en place des infrastructures sportives.

M. DAVIDAS rappelle le titre de du point « débat d'orientations budgétaires » et dit que la population a voulu qu'ils soient majoritaires et qu'ils ont le droit de présenter et de porter leurs projets comme bon leur semble. C'est tout à fait normal que la majorité fasse son travail que l'opposition fasse le sien. Il fallait penser au personnel afin de les mettre dans de meilleures conditions, c'est un choix politique assumé. Aujourd'hui, il est content de pouvoir de sécurité a confirmé que la tribune est dangereuse. Aujourd'hui, il est content de pouvoir présenter un budget, pour travailler et faire avancer les projets, la ville recherche les moyens pour le faire.

M. JEAN-LAMBERT dit que l'ancienne mandature avait un projet de stade moderne, mais celui-ci n'a malheureusement pas abouti, et qu'ils souhaitent le réaliser.

M. FARREAUX répond à Mme LEBRAVE que les financements ont été regroupés et pensés en fonction des besoins actuels.

Mme VOLTINE demande comment la ville fait face à la suppression de la taxe d'habitation. M. FARREAUX répond que c'est une taxe qui a été supprimée par l'Etat et qui a été compensée par l'Etat, donc il n'y a pas eu d'impact pour la ville.

Mme MAGDELONNETTE complète en disant quand l'Etat a supprimé la taxe d'habitation et, a décidé de récupérer sur les départements une part de celle-ci. La suppression de la taxe d'habitation n'a donc pas d'impact sur la ville.

M. LE MAIRE dit qu'après discussion avec les représentants du personnel et les syndicats, ils ont décidé de mettre en place un plan de titularisation pour quinze agents par année jusqu'à la fin de la mandature. Il dit qu'il n'est pas prévu de recruter un directeur des ressources humaines, mais un directeur relations de proximité pour remplacer l'agent qui est en arrêt longue maladie, et que l'organigramme a été remis en conseil municipal du 13 septembre 2021 au restaurant scolaire. Concernant la tribune du stade, c'est la commission de sécurité qui s'est tenue le 15 avril 2021 qui a demandé la fermeture de celle-ci, et l'étude est confiée à la société ANCO. Aussi il est prévu le recrutement d'un agent en charge de la commande publique afin de permettre la réalisation des projets de la ville. C'est également le choix de la majorité de mettre en place un plan pluriannuel de réfection des routes communales. Le besoin est important et ce dernier a débuté en 2022. Il y a eu deux types de recrutement interne et externe, et la ville a fait appel au centre de gestion pour publier les offres.

10 - Modification de tarification applicable à la reprographie des documents administratifs communicables

M. FARREAUX expose.

M. Le Président ouvre le débat :

Mme JEAN-MARIE demande ce qu'est un document communicable.

M. LE MAIRE répond que c'est une règle qui régit par les collectivités et qui dit que les documents administratifs peuvent être communiqués (ex : les permis de construire, le PLU)

M. FARREAUX ajoute que certains documents doivent obligatoirement être communiqués à la population.

Mme BORNE dit pour ceux qui le souhaitent, ils peuvent consulter le code des relations entre l'administration et le public qui définit les documents qui sont communicables et les personnes qui peuvent solliciter ces documents puisque les documents sont pour certains communicables à tous pour d'autres communicables uniquement aux intéressés, tandis que d'autres documents ne sont pas communicables. Ils peuvent donc consulter le code précité aux articles L300-2 et suivants.

VOTE :

Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

11 - Rétrocession à l'Etat de la parcelle B 1042

M. FARREAUX expose.

M. Le Président ouvre le débat :

M. LE MAIRE précise que l'administration veut que l'Etat ne vende qu'à une collectivité et non à un particulier.

Mme VOLTINE veut savoir qui a cédé cette parcelle à la ville, et est ce qu'il s'agit d'un particulier.

M. LE MAIRE répond que c'est une parcelle de 50 pas géométriques qui a été cédée par l'Etat à la ville, et que l'Etat ne peut céder qu'aux collectivités et cette COT est prévue dans un délai de 10 ans.

Mme VOLTINE dit que la question est posée car elle a été interpellée par un administré qui dit être le propriétaire de cette parcelle, et elle souhaiterait donc savoir si la ville a un titre prouvant que c'est bien le sien.

M. LE MAIRE répond négativement, et répète que cette parcelle appartient à l'Etat. Elle fait partie des 50 pas géométriques comme l'ensemble des parcelles qui sont sur le front de mer. L'administré a reçu un courrier lui indiquant toutes les informations et s'il a des éléments qui prouvent que le terrain lui appartient, il devrait le faire savoir à l'Etat.

Mme BORNE, pour compléter les propos de M. LE MAIRE, ajoute que les parcelles qui sont sur les 50 pas géométriques font l'objet d'un certain nombre de transactions, les personnes qui résident sur ses parcelles peuvent faire valoir une régularisation de leur situation via l'agence de 50 pages géométriques. Les parcelles qui sont nues, peuvent faire l'objet de cession gratuite au profit des collectivités pour la réalisation de projets d'intérêt général ou la réalisation de logements sociaux. La ville du Vaucalin avait porté un projet d'école de musique sur cette parcelle et avait introduit une demande de cession gratuite qui avait été validée par les services de l'Etat, et a été sanctionnée par un titre de propriété au profit de la ville, datée du 25 février 2008. Ce titre de propriété prévoyait les conditions pour la réalisation du projet. Ainsi à la date anniversaire des 10 ans, la parcelle n'est plus la propriété de la ville, mais le transfert n'est pas automatique. Dans ce dossier, l'Espace Sud revendique cette parcelle.

VOTE :
Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

12 - EAT Pointe Faula et Macabou : validation des projets

M. FARREAUX expose.

M. Le Président ouvre le débat :

Il n'y a pas de demande d'intervention. Le président met aux voix.

VOTE :
Les membres du conseil municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

M. LE MAIRE remercie Mme MAGDELONNETTE pour le travail fourni sur le DOB.

Questions Diverses par M. ODONNAT.

13 – Eclairage public des quartiers

M. ODONNAT dit qu'il a parlé de ce point dans un précédent conseil municipal, et que le problème persiste. Il demande ce qu'envisage de faire la ville pour revenir à la situation initiale et sous quel délai ?

M. LE MAIRE répond qu'en 2018, une convention a été signée avec le SMEM pour le remplacement de tous les points lumineux de l'éclairage public. Le SMEM a lancé des appels d'offres et le marché du Vauclin a été attribué à l'entreprise GETELEC. L'entreprise a été impactée par la crise sanitaire, et il y a eu des retards, ce qui avait été expliqué à la population. Mais, la ville rencontre encore des problèmes sur l'éclairage public. Le SMEM ayant fait appel à des fonds européens il doit respecter les règles édictées par l'Europe. Ainsi les points lumineux qui se trouvent sur des voies ou des parcelles privées ne sont pas pris en compte) et la ville avait obligation de déposer ces points lumineux. Cependant, la ville a pris la décision de ne pas laisser la population sans éclairage et va remplacer ces points par de l'éclairage solaire. Une commande a été passée dans une entreprise locale (BLANDIN) et la ville va commencer le changement de ceux-ci.

M. EBROIN dit qu'il y a des dysfonctionnements dans les quartiers Pointe Athanase, Morne Carrière, La Broue, et au quartier Beaujolais car le compteur qui gère une partie de l'éclairage public sur le Vauclin est situé sur le territoire de la ville du Marin. La ville a sollicité EDF pour la pose d'un compteur sur son territoire, ce qui a été fait. La ville attend qu'EDF procède au branchement de ce compteur sur le réseau, et les points lumineux, vont être remplacés par GETELEC ou le SMEM.

Mme JEAN-MARIE demande sur quel réseau elle est, car elle rencontre le même problème que celui du quartier Beaujolais.

M. EBROIN répond qu'il n'a pas eu de retour de ce dont elle parle pour son quartier et qu'il fera le nécessaire dès que possible.

Mme JEAN-MARIE dit qu'elle a posé la question au service technique du Vauclin, qui l'a renvoyé vers celui de Rivière-Pilote et vice-versa.

M. EBROIN dit que c'est le même problème rencontré au quartier Petit Pérou et qu'il procèdera de la même manière afin qu'EDF prenne en compte la demande.

M. LE MAIRE dit que les problèmes d'éclairage public sont souvent remontés par la population. La ville a fait des courriers au SMEM pour leur faire part du mécontentement des élus et de la population. Le SMEM doit lancer un avenant pour compléter le marché qui avait été attribué à l'entreprise.

M. EBROIN précise que ce chantier devait être livré à la fin du mois de décembre, mais entre la signature de l'avenant et l'exécution des travaux, la livraison a été repoussée à une date non encore déterminée.

M. ODONNAT dit prendre acte et attend les retours, il souhaite que les travaux soient faits.

Mme VOLTINE veut savoir si la ville va remplacer les 43 points lumineux débranchés ?

M. EBROIN dit que suite à la visite avec GETELEC, il y a 23 points lumineux à remplacer et non 43 points lumineux.

M. LE MAIRE précise que suite au problème qu'il y a eu entre Gétélec et le SMEM, la ville a décidé de remplacer les points lumineux par des LED solaires qui seront retirés dès que l'entreprise aura fait le nécessaire.

14 – Engagement de la procédure de modification PLU concernant l'ancienne décharge de Château-Paille pour y aménager une aire de stockage des déchets.

M. ODONNAT dit qu'il a organisé une réunion avec les marins pêcheurs sur le port de pêche de la ville à laquelle ont participé tous les élus. Il a été acté un certain nombre de dispositions, dont la mise à disposition de la ville d'une parcelle sur le site de l'ancienne décharge au quartier Château Paille pour recevoir les éléments issus du dragage du port. Alors la ville a annoncé la mise en route d'une procédure de déclassement de cette parcelle, il veut donc savoir où en est ce déclassement et si un calendrier a été fixé tel que demandé par les marins pêcheurs.

M. LE MAIRE dit que depuis 2020 cette parcelle a été mise à disposition de la CTM pour y entreposer les sédiments extraits du port. Il ajoute que la CTM avait reçu une autorisation qui n'a pas expiré, et passe la parole à Mme BORNE pour plus de précisions.

Mme BORNE, dit que le problème du port est l'ensablement et que la CTM a fait le choix d'implanter un équipement qui a pour vocation de traiter les boues sur trois parcelles (C1235, X62, C65, C575) qui sont situées au quartier Château Paille et qui appartiennent à la ville et à l'Etat. Cette opération est difficile pour plusieurs raisons. Deux AOT ont été délivrées à la CTM, pour les parcelles qui appartiennent à l'Etat depuis le 16 juillet 2020, pour une durée de deux ans et un arrêté en date du 3 septembre 2020 autorise le dragage pour une durée de trois ans. Les difficultés sont les suivantes, l'article 10 du premier arrêté prévoyait le dragage des déchets

Les services de la CTM travaillent sur ce dossier depuis plusieurs années, et des études sont en cours. Les conclusions étaient attendues pour fin 2022. Ces études portent sur la valorisation de ces sédiments avec deux filières de rechargement qui ont été identifiées : le rechargement des plages ou des carrières. A ce jour la ville et l'Etat sont en attente de conclusions, ce qui explique que l'opération n'ait pu débuter puisqu'avant même d'entamer le stockage sur site, il faut prévoir les filières d'évacuation. La deuxième problématique est la dépollution de l'ancienne décharge. En effet, la ville du Vauclin courant 2019, a alerté les services de l'Etat au sujet de ces différentes parcelles par courrier et un avis très favorable a été donné et communiqué à la CTM pour la réalisation de ce projet. Cependant, la parcelle principale C65 est située en zone naturelle et ne peut accueillir des équipements légers et techniques d'un service public.). La situation sanitaire liée au Covid en 2020 et 2021 a ralenti la tâche des services de l'Etat. Elle rappelle que par courrier de juillet et de novembre 2019, la ville a alerté et a demandé la prise en compte de ce problème, puisque les services de l'Etat ont donné des autorisations sans rentrer dans le problème de la réglementation du PLU, et a laissé la ville seule face à cette difficulté ainsi que celle de la dépollution de la parcelle C62.

Il faut savoir qu'une procédure de modification du PLU en l'état actuel des choses va être engagée puisque la parcelle est en zone N1 or l'article L. 153-31 du code de l'urbanisme, stipule bien que le plan local de l'urbanisme est révisé lorsqu'il est question, soit de changer d'orientation défini par le projet d'aménagement, ou de réduire un espace classé, une zone agricole ou une zone naturelle. Pour revenir sur la problématique de l'ancienne décharge à ce jour, aucune réponse officielle de l'Etat n'a été communiquée au sujet de la demande qui avait été sollicitée auprès de la ville afin de procéder à la dépollution préalable du site ; bien au contraire, la ville fait face à la survenance d'une situation assez étonnante puisque le conservatoire du littoral a fait savoir à l'Etat qu'il envisageait d'introduire une demande de transfert des parcelles concernées par le projet et un mail adressé par la responsable du conservatoire de Mme Marie-Michèle MOREAU indique que la parcelle 6235 située au quartier Château-Paille au Vauclin se trouve dans le prolongement de la mangrove déjà affectée au le conservatoire du littoral. Par conséquent, cette parcelle naturelle des 50 pas

géométriques intéresse fortement leur établissement sous réserve des travaux préalables de dépollution. Le conservatoire a également inscrit les 50 pas, les parcelles limitrophes C65 et C60 dans son périmètre d'intervention. À ce titre, la ville a été saisie par la DEAL par une demande de dépollution du site en prévision du transfert. Elle informe que la ville a d'ores et déjà interrogé les services de l'État à ce sujet et un mail a été adressé à la DEAL. Malheureusement cette réunion n'a pas encore été programmée. En conclusion, plusieurs considérants affectent l'avancée du projet de la CTM et la seule révision du PLU ne suffira pas à solutionner le dossier. Pour le moment, il n'est pas possible, d'indiquer une date de fin de cette procédure qui est longue et difficile, mais la procédure est en cours.

M. ODONNAT dit n'avoir rien compris dans tout ce que Mme Borne a expliqué, et dit qu'il veut simplement savoir si le déclassement de cette parcelle sera fait et à quelle date.

M. LE MAIRE dit que la ville en accord avec les services de l'État et la CTM, a accepté que les sédiments du port soient entreposés sur les parcelles, C65 et C62 (parcelles qui appartiennent à l'État). La DEAL souhaite que la ville fasse une révision du PLU et attend les résultats de l'étude d'impact de la CTM. La ville avait aussi proposé une parcelle qui est communale et située juste à côté, mais la CTM a préféré les deux parcelles de l'État. Donc la ville est prête à revoir son PLU pour que cette zone soit acceptée par la DEAL, mais il y a des délais que la ville ne peut pas accélérer.

M. ODONNAT dit qu'il a reçu un mail de Mme LAGRANGE directrice adjointe de la DEAL, (*Mail : Je me permets de revenir vers vous sur les suites de notre réunion. Nous avons noté que le Maire du Vauclin a annoncé avoir engagé une révision dans son PLU. Ce point a mentionné dans son compte rendu à venir, nous paraît essentiel pour avancer sur l'identification et l'aménagement de stockage. Nous restons bien sûr disponible pour tout échange*), qu'il veut bien que les élus se renvoient la balle, mais il veut savoir si la ville peut déclasser ou pas cette parcelle, afin de s'orienter vers une autre solution.

M. LE MAIRE dit que la ville a manifesté sa volonté à changer le classement de cette parcelle mais M. ODONNAT sait très bien que le déclassement ne se fait pas comme ça, La ville a entamé sa révision de son PLU, c'est en cours, et l'ADDUAM est chargée de faire les études et d'inclure cette demande dans son programme. La ville est à ce stade, et il redit que la DEAL a demandé à la CTM de fournir l'étude d'impact de l'entreposage car la ville en a besoin pour l'inclure à sa procédure de déclassement.

M. ODONNAT dit que c'est facile de renvoyer la balle à l'envoyeur. Cette procédure de dragage sera mise en œuvre courant 2023. La CTM va procéder au dégagement du chemin pour les marins-pêcheurs pour qu'ils puissent sortir du port, très rapidement seront engagés de gros travaux qui consisteront à aspirer les boues du port et à les envoyer en quelque part. Et c'est la question : Où vont être stockés les boues ?

M. LE MAIRE redit que la ville est disposée à avancer pour les marins-pêcheurs du Vauclin, pour qu'ils travaillent dans de bonnes conditions. La ville a autorisé la CTM à entreposer les boues, c'est La DEAL qui décide la révision du PLU. La ville a demandé à l'ADDUAM d'inclure ces paramètres dans son étude qui est en train d'être menée, et il redit que l'étude d'impact a été demandée à la CTM et c'est l'un des éléments qui permettra à la DEAL d'accepter ou pas la proposition de la ville.

M. FARREAUX donne une petite information, en disant qu'il est trop facile de dire, « est-ce que la ville est capable ou pas de déclasser un terrain ? ». Il dit que la ville ne prend pas la décision de déclasser un terrain, celle-ci instruit une demande, puis la décision est prise de concert avec beaucoup d'acteurs, et il y a des notifications qui sont opposables, donc il y aura enquête publique, ce qui prend du temps et il faut que tous les documents demandés par la DEAL soit fournis pour qu'elle donne son avis. De ce fait La DEAL ne donnera pas un avis sur le déclassement tant que l'étude d'impact de l'entreposage des boues ne sera pas

faite. De même qu'il faut avoir une étude d'impact pour l'entreposage des Sargasses, il faut une étude d'impact de l'entreposage des boues.

M. LE MAIRE demande à Mme BORNE de reprendre son explication.

Mme BORNE dit que la demande a été entendue, c'est une action prioritaire qui est inscrite dans le cadre de la révision générale du PLU. La procédure est en cours mais la révision des documents d'urbanisme prend beaucoup de temps surtout avec la réglementation actuelle, donc elle n'est pas en capacité de répondre sur la date de réalisation de ce projet.

Mme LEBRAVE dit que la priorité est que l'administration suive son cours. Que le problème des marins-pêcheurs existe depuis plusieurs années et cela devient invivable. Elle essaie de comprendre, et dit que ce serait bien qu'une rencontre soit faite entre la ville, la DEAL, la CTM et les marins pêcheurs afin de trouver une solution.

M. JEAN-LAMBERT dit que le port de pêche, entraîne un problème d'environnement et un problème économique. Le but est de trouver une solution pour retirer la boue et de ne pas les mettre n'importe où et n'importe comment car il y a une des règles à respecter. Il faut comprendre que l'intérêt majeur est d'abord les marins pêcheurs qui ont de gros problèmes pour vivre et faire leur famille. Puis le deuxième problème est environnemental, donc il faut se mettre ensemble pour voir comment solutionner le problème.

M. LE MAIRE dit qu'il est prêt à participer à une réunion pour le bien des Marins-Pêcheurs avec la CTM, et la DEAL. Il n'a pas reçu d'invitation et il a plutôt été évincé du sujet, donc il attend l'invitation de la CTM pour trouver une solution au dragage du port de pêche.

M. ODONNAT surpris des réponses du MAIRE et des agents, prend acte, et dit que cette demande est faite depuis 2019, et demande pourquoi en 4 ans cette procédure de révision du PLU n'a pas été faite.

M. LE MAIRE répond à M. ODONNAT de voir avec ses collègues de la CTM, car en effet il y a quatre ans que la CTM a introduit cette demande auprès de la DEAL et que la DEAL attend l'étude d'impact. Cette procédure exige une révision générale du PLU, la ville était prête à faire une modification partielle de celui-ci, mais pour le moment la DEAL n'autorise pas cette modification. Si toutefois la DEAL change cette règle, la ville est prête à déclasser ce terrain.

M. BABOT ajoute que le port de pêche doit être dragué tous les trois ou quatre ans car il n'y a pas de solution pérenne à ce jour. Il dit à M. ODONNAT qu'il est aux affaires depuis près de deux ans et qu'il faut qu'il continue le travail de dragage puisque cela ce fait tous les 4 ans.

M. DAVIDAS dit que c'est dommage de profiter du malheur des marins-pêcheurs. Le mieux est d'avancer ensemble afin de trouver une solution pour eux.

M. ODONNAT dit à M. DAVIDAS qu'il pense qu'il n'a rien compris à ce dossier, et M. DAVIDAS demande de noter au procès-verbal, qu'il n'a rien compris au dossier, et souhaite qu'un élu ou un agent lui explique celui-ci.

M. LE MAIRE dit que c'est dommage que Mme VOLTINE soit partie puisqu'elle faisait des reproches sur des propos qu'elle estimait blessant.

M. ODONNAT dit qu'il arrête le débat qui ne mène à rien, que les élus n'ont pas d'arguments et qu'ils n'ont rien compris au dossier et leur demande de prendre leurs responsabilités.

M. LE MAIRE répète qu'il attend la convocation pour une réunion pour le bien des marins-pêcheurs.

Mme JEAN-MARIE demande que soit invité également les marins pêcheurs à cette réunion

M. LE MAIRE accepte sa proposition et dit que les réunions ont été faites par la CTM, donc il attend l'invitation.

Mme BORNE pense sincèrement que c'est La DEAL qui a la solution, et explique que le terrain appartient à l'Etat, il est situé sur le DPM (Domaine public maritime). Il y a un zonage

qui s'applique de fait ce n'est pas la ville qui a décidé de classer cette zone naturelle. Qu'est-ce qui empêche aujourd'hui au service de l'État, de proposer une dérogation ou un accompagnement quelconque ? Elle pense vraiment que d'autres pistes méritent d'être explorées. Parce que la ville est contrainte par le code de l'urbanisme auquel elle ne peut pas être dérogé, et la CTM est contrainte par le code de l'environnement auquel elle ne peut pas déroger donc il est important que l'État soit au milieu de cette discussion et donne de vraies solutions.

M. LE MAIRE redit qu'il est prêt à participer à une réunion avec La DEAL et la CTM afin que chacun prenne leurs responsabilités.

M. LE MAIRE dit qu'il va proposer au Président exécutif de mettre en place cette réunion.



~~PURIN~~
Causé
Mhous
Zuy
+
Jouy
Zuy
Jouy